

Pourquoi le Front National ne viendra-t-il pas à bout des crises ?

Le Front National se présente comme une alternative politique face aux néolibéraux du PS, du centre et des « Républicains » (Ex-UMP). Il prétend agir dans le sens des intérêts des classes populaires. Mais son programme permet-il vraiment d'améliorer les conditions de vie de la population ?

Voici une analyse critique du programme du Front National, mais aussi, au passage, des néolibéraux, et de tous les keynésiens protectionnistes-souverainistes. Nous commencerons par analyser son programme économique, puis son programme écologique, politique et enfin sociétal.

I La crise économique

Dans cette partie dédiée à la question économique, nous parlerons surtout du front national, mais cette critique s'applique globalement à tous les partisans d'un certain programme économique de relance.

Nous expliquerons, dans un premier temps, les conditions générales de l'économie à travers ce programme, sans pour autant y adhérer. Dans un second temps, nous développerons la critique de ce programme économique.

1 Le Programme du Front National

L'essentiel du programme du FN est en vérité assez simple :

Selon lui, la crise est due à quatre facteurs :

- La mondialisation des échanges, impliquant des concurrences inégales et des pressions à la baisse de salaires et des délocalisations massives.
- L'investissement massif dans la spéculation et les bulles financières et le manque d'investissement dans l'économie réelle, le travail productif.
- La cupidité des banquiers et de la finance (à l'extrême droite, la finance est souvent assimilée aux Juifs)
- Le trop grand afflux de migrants voleurs de travail et profiteurs des aides sociales

En guise de solutions, il propose :

- Baisse des salaires/stagnation avec hausse du temps de travail
- Exonération des cotisations sociales patronales
- Stimulation de l'investissement
- Ré-industrialisation
- Sortie de l'Euro
- Souverainisme économique et sortie de l'Europe
- Maîtrise nationale de la politique monétaire (taux de change) et bancaire (création/émission de monnaie)
- Modification de la balance commerciale (hausse des exportations et baisse des importations)
- Protectionnisme économique
- Renforcement du contrôle migratoire, voire fermeture des frontières

1.1 Le manque d'investissement dans le travail productif

Qu'est ce que le « travail productif » ? C'est l'industrie. Pourquoi ? Parce que seule l'industrie, grâce à sa production hautement mécanisée et automatisée, permet (de manière ponctuelle en vérité) que des entreprises, stimulées dans la recherche et développement par la concurrence, sortent du lot et atteignent des situations de (semi-)monopole (naturel), permettant une accumulation (ponctuelle) de grosses sommes d'argent. Cet argent peut ensuite être réinvesti, en théorie, pour la croissance, pour vendre plus de marchandises et créer de nouveaux emplois.

La France souffre d'un manque d'industrie. Son économie, basée sur les services, est déséquilibrée. Les services ne produisent en vérité que peu de valeur économique. Ils ne disposent pas d'une marge de productivité permettant les accumulations massives d'argent nécessaires à l'investissement. Quant aux services publics non marchands, non lucratifs, ils ne produisent pas de valeur économique. Ce sont des capteurs de valeur. Il n'est donc pas possible d'y dégager des profits permettant de réinvestir dans de nouvelles activités. Les services publics non marchands sont souvent des faux frais du capital. Certains permettent une reproduction de la force de travail (notamment l'éducation). D'autres, relèvent du domaine de la production, de la construction et de la circulation, et pourraient être, ou sont déjà, privatisés (construction des routes, énergie, trains, poste). Ainsi, il y aurait des possibilités d'accumulation du capital permettant des réinvestissements. Mais alors, si l'industrie et la privatisation sont la solution, pourquoi n'y a-t-il pas plus d'industries en France, pourquoi toutes ces délocalisations ?

Parce que le coût du travail est trop élevé en France, par rapport aux standards de productivité mondiaux de l'industrie, et que, de ce fait, soit les marges de profit sont trop minces, soit l'économie est déficitaire. Il faudrait donc baisser les salaires directs (ou les faire stagner en augmentant le temps de travail), et les salaires indirects, c'est-à-dire les cotisations sociales (dont en particulier les cotisations sociales patronales) et passer à un régime de retraite par capitalisation ou semi-capitalisation, etc. Avec ça, les patrons disposeront théoriquement des marges de profit nécessaires pour investir dans l'extension de leurs activités, ou dans de nouveaux secteurs d'activité, ce qui créera de l'emploi, relancera la croissance, etc. Cet appel à l'investissement concerne également les investisseurs étrangers.

Pour développer cette politique, l'intervention de l'Etat est nécessaire. L'Etat exerce alors un rôle de stratège afin de favoriser les conditions de la croissance économique. En gros, c'est le néo-libéralisme.

Ce discours n'est jusque là pas différent de ce que nous disent « Les Républicains » (l'UMP), le PS, le MEDEF. Il ne s'agit pas là de complot, mais simplement des conditions de la croissance économique, de la reproduction élargie du capital.

C'est après ce point où le FN, et globalement la majorité de l'extrême droite, et plus généralement des souverainistes/protectionnistes, divergent des Néolibéraux du PS, des Républicains (l'UMP) et du MEDEF (et là où elle est aussi rejoint par une partie de la gauche radicale, qui adhère à cette logique souverainiste et protectionniste).

1.2 Une économie de défense et de guerre commerciale internationale

Globalement, tous ceux qui adhèrent à la logique capitaliste, à la recherche la croissance, à la nécessité d'une reproduction élargie du capital, estiment que la France doit prendre ou maintenir sa place dans la concurrence économique internationalisée.

C'est sur les manières de prendre cette place que se formulent ces divergences : PS, Républicains (UMP), MEDEF, s'inscrivent dans la stratégie d'une économie ouverte, du libre échange. Il n'est nul besoin, ici, de faire la démonstration de l'inefficacité de cette logique. La réalité parle d'elle-même. La concurrence avec les pays où la production se fait à très bas coût est intenable pour la France, si ce n'est au prix d'une immense régression sociale ramenant le pays à un niveau de vie à peine équivalent, si ce n'est inférieur, à celui des pays émergents. C'est là où nous mènent les néolibéraux libre-échangistes. C'est déjà le cas en Grèce, en Espagne, au Portugal, et dans les pays de l'Europe de l'Est, et la France connaît une vague d'austérité continue dont on ne voit pas la porte de sortie.

La stratégie des protectionnistes-souverainistes est tout autre.

Pour le pendant protectionniste d'abord, il s'agit d'une économie exportatrice, fermée aux entrées des frontières et ouverte de manière offensive vers l'extérieur. Les taxes aux frontières limiteraient la tentation, pour les entreprises étrangères, d'importer leur marchandises, puisqu'elles seraient

vendues plus chères sur les marchés intérieurs et qu'elles seraient en concurrence directe avec des marchandises nationales devenues bon marché. L'exportation serait facilitée, en partie (nous verrons pour l'autre partie quand nous aborderons la question du souverainisme), par la diminution des coûts de vente. Cette diminution s'opèrerait par les mesures néolibérales présentées précédemment (baisse des salaires/stagnation avec hausse du temps de travail, baisse des cotisations sociales patronales et salariales, du coût (et de l'efficacité au passage) la protection sociale, permettant de plus grandes marges de profits, et donc une accumulation de capital nécessaire à l'investissement).

Pour le pendant souverainiste maintenant, il s'agit essentiellement de mesures liées à la question monétaire. Pour favoriser les exportations, jouer sur la baisse des salaires et les taxations aux frontières ne suffirait peut-être pas. L'Euro est une monnaie forte. Il favorise l'importation de produits à faible valeur ajoutée (les tee-shirts bons marchés fabriqués en Chine ou dans les pays pauvres) l'exportation de produit à forte valeur ajoutée (les BMW fabriquées en Allemagne, les produits Louis Vuitton ou LVMH). Il ne favorise donc pas l'exportation industrielle produite en masse et bon marché. Or cette production est justement celle envisagée dans le cadre de la ré-industrialisation. Il faut donc sortir de l'Euro. La sortie de l'Euro permettrait à la France de retrouver le contrôle de sa politique bancaire, de la possibilité de créer et d'émettre sa propre monnaie, et de sa politique monétaire, de jouer sur les taux de change, de procéder à des dévaluations. La production s'exporterait en théorie plus facilement. Les exportations permettraient donc de rééquilibrer la balance commerciale de la France, et à terme de la faire pencher dans le sens positif d'un surplus d'exportation, augmentant ainsi ses recettes globales.

Cette politique protectionniste-souverainiste, en contradiction totale avec la logique du libre échange, et donc de tous les traités Européen depuis le début de sa construction, implique nécessairement une sortie de l'Europe.

1.3 La dette publique et le problème de la finance

Le problème à présent, c'est la dette publique de la France. En 2012, le FN annonçait dans son programme la volonté de la rembourser (contrairement à d'autres formations d'extrême droite, de droite souverainiste). Mais, avec les événements internationaux, cette position pourrait très bien évoluer.

Si les néolibéraux attribuent le problème de la dette publique à une mauvaise gestion budgétaire, à un surinvestissement de l'Etat dans un excès d'interventionnisme social, une administration trop importante et inefficace ; le FN et les protectionnistes-souverainistes ne les rejoignent que partiellement. Ils s'accordent en partie sur un excès lié à trop d'intervention sociale et une inefficacité de l'administration, mais développent parallèlement une autre critique, mettant en cause les banques et la finance.

Pour comprendre ce dont on parle, arrêtons-nous un moment sur le fonctionnement des banques et de la finance. Parallèlement aux prêts accordés aux Etats, les banques privées prêtent de l'argent aux investisseurs privés. Ces prêts sont accordés avec des taux d'intérêts. Avec les taux d'intérêts, les banquiers privés s'enrichissent.

Comment fonctionne le crédit ? Le crédit consiste à anticiper sur une création (pour les entreprises), ou une captation/accumulation (particulier, services) future de valeur, permettant son remboursement ultérieur. Les banques prêtent de l'argent qu'elles n'ont pas en réalité. Elles ont une somme d'argent au départ, et la prêtent plusieurs fois. Ce mécanisme est possible si les prêts sont totalement, ou au moins majoritairement remboursés. Tout va alors pour le mieux, et la banque augmente son capital. Si certains prêts ne sont pas remboursés, la banque peut compenser avec les autres remboursements, et se payer au passage en forçant les emprunteurs non solvables à vendre leurs biens (ils sont saisis par le fisc et vendus aux enchères), pour récupérer de l'argent. Par contre, si trop de prêts accordés ne peuvent être remboursés, même en récupérant de l'argent de saisies de biens, la banque risque de faire faillite. Si un tel cas se produit pour plusieurs banques, on arrive à une crise bancaire générale. Voilà pour le mécanisme bancaire.

Venons en maintenant aux investisseurs privés. A défaut de débouchés dans le capital productif, ils se sont rabattus sur la finance, c'est-à-dire les placements d'argent en bourse, l'achat d'action, c'est-à-dire de titre de propriété donnant droit à une part des bénéfices d'une entreprise. Pour comprendre le problème, il faut comprendre comment fonctionne la bourse. La bourse, c'est le lieu où sont évalués et

s'échangent des titres de propriété. Ces titres de propriété sont des parts du capital d'entreprises produisant des biens ou services réels. On leur attribue une valeur en fonction de leur réussite, de leur prospérité. Si une entreprise vend plus, elle fait plus de bénéfices. Le détenteur de titres de propriété empoche donc de l'argent grâce à ses placements en bourse, aux titres de propriété qu'il a achetés auparavant. A la bourse, les titres de propriété s'échangent. Cela signifie qu'il est possible de les racheter à quelqu'un. Dans quel cas est-ce intéressant. Si l'on constate qu'une entreprise augmente régulièrement ses bénéfices, cela signifie qu'elle rapporte de l'argent. Il sera donc intéressant d'acheter un titre de propriété de cette entreprise. Si on constate que ses bénéfices diminuent, qu'elle est en difficulté ou qu'elle fait faillite, on sera tenté de revendre son titre de propriété qui ne rapporte pas, qui fait même perdre de l'argent placé. Si on vend un titre de propriété d'une entreprise qui se porte bien, comme c'est un placement d'argent qui rapporte, de nombreux acheteurs vont vouloir l'acheter. Comme, dans ce cas, il y a moins de titres de propriété que d'acheteurs, alors on pourra le vendre plus cher. De cette manière, la valeur virtuelle du capital d'une entreprise augmente. C'est de cette manière que se crée les bulles financières. Dans le cas contraire, si on vend un titre de propriété d'une entreprise qui se porte mal, comme c'est un placement d'argent qui rapporte de moins en moins, qui risque de ne plus rien rapporter et de faire perdre la somme d'argent acquise au départ, bien peu d'acheteurs vont vouloir l'acheter. Dans ce cas, il y a plus de titres de propriété que d'acheteurs. On sera forcé de vendre ce titre de propriété moins cher (à peine plus, autant, ou moins que son prix de départ, suivant le moment où on le vend). De cette manière, la valeur virtuelle du capital d'une entreprise diminue, et c'est de cette manière si la situation se généralise, qu'éclatent les bulles financières.

Dans ce cas de figure, les banques (qui d'ailleurs placent également leur argent en bourse), ne peuvent être remboursées de leurs prêts, et demandent un remboursement immédiat, soit d'une partie, soit de la totalité de leurs prêts. Les entreprises ne peuvent les rembourser.

Pour éviter l'hémorragie, les Etats peuvent intervenir auprès des banques pour les sauver et sauver les entreprises auxquelles elles avaient accordées des prêts et dont elles auraient exigé le remboursement. Ils font un prêt à la banque et s'engagent à le lui rembourser. Les entreprises n'étant pas immédiatement solvables pour que l'Etat puisse les taxer, il faut leur laisser de l'air, alléger leurs « charges » (salaires, cotisations sociales, taxes). Il faut donc trouver de l'argent ailleurs pour rembourser le prêt contracté auprès des banques (le taux d'intérêt du prêt ne fait qu'aggraver le problème). Dans ce cas, les Etats doivent procéder à des mesures d'austérité budgétaire renforcées et trouver de l'argent à tout prix. Donc en plus d'une démolition renforcée de la protection sociale, des réductions de budgets et des suppressions de postes dans l'administration, ce sont donc les contribuables, les salariés, les gens, qui vont devoir payer (avec des réductions de salaires et des hausses d'impôts). C'est en gros ce qui s'est passé avec la crise démarrée en 2008 et la période d'austérité qui s'est enclenchée à sa suite.

Revenons-en donc au FN et aux souverainistes. Pour le FN et les souverainistes, si on avait investi dans le capital productif plutôt que dans les banques, ou si on avait remis une partie de l'argent dormant dans les bulles financières en circulation dans l'économie réelle, ce problème n'aurait pas eu lieu. Si l'Etat avait pu contracter des prêts à taux zéro ou minime, il aurait été plus facile de sortir de la période d'austérité. Tout cela aurait été selon eux possible si la France avait été souveraine de sa politique bancaire et avait eu autorité pour favoriser l'investissement productif plutôt que spéculatif. Il faudrait donc reprendre les commandes et tout pourrait alors rentrer dans l'ordre progressivement. Le FN développe, sur ce point, une critique similaire à celle du reste de l'extrême droite, des souverainistes et du Front de Gauche ; à l'exception près que le FN souhaite une renégociation de la dette (mais avec l'évolution du contexte international, cette position peut évoluer).

1.4 Le projet économique du FN sur le long terme

Le projet économique du FN à long terme s'inspire notamment analyses et des propositions anti-mondialistes et protectionnistes de l'économiste Maurice Allais (<http://www.fakirpresse.info/Maurice-Allais-Contre-le.html>). Il consiste à rompre avec l'Europe et le marché mondial, dans le but de développer une zone économique harmonisée de libre échange. Au sein de cette zone, les pays pourraient chacun développer à la fois de la production industrielle à faible valeur ajoutée, reposant sur du travail peu qualifié, et à forte valeur ajoutée. Chaque pays pourrait échanger ses productions industrielles avec les autres pays. Du fait que les échanges reposeraient à la fois sur de la production à faible et forte valeur ajoutée, les monnaies s'harmoniseraient, et les échanges pourraient être équivalents. Pour éviter la concurrence avec les pays trop riches, et surtout avec les pays pauvres,

qui exercent une pression à la baisse des salaires, des délocalisations et des suppressions d'emplois, cette zone économique serait protectionniste vers l'extérieure. En gros, chaque zone délimitée de libre échange pourrait ainsi se développer à son propre rythme, et tout irait bien dans le meilleur des mondes.

Le premier problème avec ce projet, c'est que l'on ne parle ni des échanges de ressources énergétiques et en matières premières, qui se font nécessairement avec les pays pauvres, et de manière inégale. On nie donc volontairement la question de l'impérialisme économique (mais aussi guerrier, car il n'y a pas de mainmise sur les ressources sans conflits géopolitiques).

Le second problème, c'est qu'elle ne tient pas compte des leçons de l'histoire pré-impérialiste, ni des causes structurelles qui ont conduit les sociétés capitalistes à l'impérialisme. En faisant abstraction de cette histoire et de ses conditions structurelles, on ne peut comprendre en quoi cette situation antérieure constituait déjà une impasse, et donc pourquoi il est illusoire de la reproduire (voir partie 2.2). Le projet du FN se résume donc à une série de vœux pieux. En réalité, il ne dépasserait certainement pas le stade de la guerre commerciale internationale et de la guerre géostratégique impérialiste (dont nous avons traité dans la partie 1.2).

Cette présentation étant terminée, nous allons passer à présent à la partie critique.

2 Critique économique du programme du Front National

2.1 Conséquences sociales et politiques internationales

Comme nous l'avons expliqué, la politique économique du FN, et des protectionnistes-souverainistes en général, tout comme celle des libéraux, consiste dans la compensation d'une perte de rentabilité des entreprises, la recherche d'un excédent commercial, en redéveloppant la production nationale et en favorisant les exportations. La recherche de cet excédent s'accompagne de mesures protectionnistes, de taxes aux frontières, afin de limiter les exportations, et souverainistes, visant à reprendre le contrôle de la monnaie et de procéder à des dévaluations. Pour améliorer la compétitivité des entreprises, ils envisagent des mesures typiquement libérales, visant à permettre la diminution des cotisations sociales, des salaires indirects, une possibilité d'allongement de la durée de travail sans augmentation de salaire et éventuellement des baisses de salaires.

Ce programme comporte ainsi plusieurs limites.

La stagnation des salaires ne permettrait pas aux gens de vivre mieux. Pire encore, la baisse des cotisations sociales et des salaires indirects impliquerait que les gens devraient assurer par eux-mêmes une part grandissante pour divers frais : de santé, de retraite, de protection sociale (certains en renonceraient peut-être aussi à se faire soigner, alors qu'ils ou elles en auraient besoin). L'augmentation du temps de travail risque également de multiplier les risques de blessures et de maladies, notamment de blessures et de maladies graves.

Une dévaluation provoquerait une augmentation des marchandises importées. Or la France ne dispose pas d'une réelle autonomie de production sur plusieurs plans. Au niveau alimentaire, d'abord, cela risque d'impliquer une hausse des prix sur les denrées importées et donc une baisse du pouvoir d'achat. Au niveau de la production industrielle, la France se spécialise surtout dans l'assemblage. Les pièces détachées sont produites à l'étranger. Cela suppose de redévelopper la production de pièces détachées, aujourd'hui produites à bas coût dans des pays plus pauvres (donc de la redévelopper avec les mêmes prix et les mêmes niveaux de salaires pour les travailleurs en France). Donc à court-moyen terme (une décennie ou plus), une dévaluation impliquerait d'acheter ces pièces plus chères qu'avec une monnaie forte. Enfin, la France reste nécessairement dépendante de l'importation, au niveau de ses ressources matérielles nécessaires aux infrastructures et à l'énergie. Une dévaluation impliquerait un coût de l'énergie augmenté.

Passons maintenant aux conséquences économiques de ce programme au niveau international. Il n'est pas certain, dans le cas d'une sortie de l'Europe et de la zone Euro, que la France puisse développer librement sa politique protectionniste-exportatrice. Cette logique risque, en effet, de provoquer des réactions en chaîne d'imitation et de boycott. La France subirait une pression concurrentielle accrue à la baisse des coûts de vente, donc des salaires (directs et indirects). Elle subirait aussi le boycott de certains Etats partenaires pro-Europe, et devrait faire face aux mesures

protectionnistes des autres Etats. Ces deux réactions internationales seraient défavorables à l'exportation de ses marchandises. Dans ce contexte de concurrence à la baisse des prix de vente, de protectionnismes des autres Etats et de boycott, les entreprises françaises seraient en grande difficultés. La France assisterait à une vague de licenciement et de faillites au moins aussi importante qu'actuellement, si ce n'est plus.

Avec ce programme, la population ne vivrait donc pas mieux qu'actuellement. Au contraire, elle verrait ses conditions de vie se dégrader de manière bien plus profonde.

2.2 Un analyse économique qui ne remonte pas à la source du problème

Nous avons précédemment expliqué les problèmes de la perte de rentabilité du fait de la concurrence internationale et des salaires élevés, le manque d'investissement productif ayant pour effet de ralentir la croissance et de provoquer la récession, le problème consécutif de l'investissement dans la spéculation plutôt que dans la production réelle, du développement du crédit aux particuliers, aux entreprises et aux Etats, de crise financière, de l'intervention providentielle des banques, de la crise bancaire, de l'intervention des Etats, de la hausse de la dette publique et en conséquence des politiques d'austérité. Mais il manque en vérité une explication au départ.

Pourquoi la concurrence et les salaires trop élevés sont source de perte de rentabilité, tandis qu'ils sont supposés permettre l'achat de plus de marchandises et donc d'entretenir la croissance ? Pourquoi peut-on produire, et produit-on, plus de marchandises que ne peut en absorber le marché, et dans le même temps, subissons-nous des baisses de salaires, des hausses du chômage et du travail précaire ? Le FN et les souverainistes de tout bords, tout comme les libres-échangistes, ne répondent pas à cette question. Ils ne savent peut-être pas y répondre en remontant à la source originelle du problème.... s'ils savent, ils n'osent peut-être pas y répondre... s'ils osent y répondre, ils l'acceptent comme une fatalité, quelque chose d'indiscutable, et ne proposent pas de solutions pour y remédier.

La source du problème, en vérité, réside au sein du mode de production capitaliste. On ne pourra donc comprendre le problème et trouver des solutions réelles qu'en analysant la structure et les effets de chacun des éléments qui le compose.

2.2.1 Qu'est-ce donc alors que le mode de production capitaliste ?

Attardons-nous donc un peu sur cet aspect de l'économie, souvent ignoré ou mal compris, et dont on entend très peu parler dans les médias.

La logique capitaliste, l'accumulation du capital, consiste à investir de l'argent dans des terres, des outils/machines, des bâtiments et infrastructures, et dans de la capacité de travail, afin d'amasser plus d'argent, qui sera réinvesti de la même manière pour amasser encore de l'argent, et ainsi de suite.

Comment, sur quelles bases, s'est développée l'accumulation du capital : la jolie histoire racontée par les capitalistes nous parlent d'entrepreneurs laborieux, qui ont réussi dans les affaires. En vérité, le capital de départ s'est concentré grâce aux mariages et aux transmissions des héritages entre grandes familles, aux confiscations de biens et de terres de l'Eglise et de l'aristocratie lors des révolutions, aux expropriations de petits paysans, à l'exploitation des travailleurs (ils sont payés beaucoup moins chers que ce qu'ils rapportent), aux pillages de ressources, etc.

Avec l'accumulation primitive du capital, il a été possible d'investir dans différentes productions, donc d'acheter la capacité de travail des gens pour les faire travailler (esclavage autrefois, salariat aujourd'hui), des terres, des locaux, (autrefois du bétail) et des machines, et donc de gagner plus d'argent (en payant les gens moins cher que ce qu'ils rapportent).

Plus les détenteurs de capital investissaient pour augmenter et diversifier la production, plus ils pouvaient en retirer d'argent, et donc plus ils pouvaient réinvestir, faire produire et gagner d'argent, et ainsi de suite. On appelle ça la « reproduction élargie du capital », ou encore la « croissance économique ». C'est le fonctionnement de base du capitalisme.

Mais ce joli modèle de développement comporte aussi une face sombre. Il amène aussi avec lui tout un lot de problèmes sociaux : inégalité, chômage, faillites, etc.

2.2.2 Quelles sont donc les causes de ces problèmes sociaux ?

Le capitalisme est un système qui comporte de nombreux défauts à la base.

(1) La discordance entre la production et la vente : la production est effectuée sur l'hypothèse d'une vente possible. Les capitalistes investissent ainsi pour faire produire ce qu'ils envisagent de vendre. Mais la vente de l'ensemble des marchandises produites n'est pas immédiate, et l'entreprise peut éprouver des difficultés passagères de financement le temps que ses marchandises soient vendues. Elle n'est pas non plus garantie, et ne l'est pas nécessairement au prix envisagé au départ. Certains acheteurs potentiels peuvent changer d'avis et ne plus vouloir acheter. Certains producteurs achetant des matières premières, des machines ou des biens de consommation, peuvent subir un incident dans leur production qui les oblige à renoncer à l'achat. D'autres capitalistes peuvent aussi proposer une vente à un prix plus avantageux. Dans ces cas, la production de la première entreprise sera invendable, ou invendable à bon prix, ou encore à un prix suffisant. Elle aura produit à perte et connaîtra des difficultés, ce qui provoquera licenciements, réductions de salaires ou hausses de temps de travail sans hausse de salaire avec un nombre de salariés plus restreint qu'avant, et éventuellement la faillite de l'entreprise.

(2) La disproportion de marchandises produites entre les différents secteurs de production : c'est une conséquence de la discordance temporelle de la vente des marchandises (donc de réalisation de la valeur). Pour des raisons diverses, comme celles précédemment évoquées, les entreprises peuvent produire plus ou moins que besoin. Si certaines produisent moins, la production des autres sera diminuée d'autant. Si certaines produisent trop, il y aura beaucoup d'excédents invendables, et donc ralentissement ou arrêt de la production le temps que toute la production ait été consommée, et que le cycle de production puisse redémarrer. Encore une fois, les différents secteurs ont des impacts les uns sur les autres. Si la production d'un secteur donné diminue, sa demande envers les autres secteurs diminue également.

(3) La suraccumulation de capital : est une conséquence de la disproportion : si une entreprise achète des machines et des matières premières, et qu'elle n'arrive pas vendre toute la production, l'entreprise va donc diminuer sa production et ne consommera pas toutes ses machines et matières premières. La demande de machines et de matières premières va donc diminuer, ce qui affectera les secteurs les produisant (licenciements, baisses des salaires, faillites).

(4) La surproduction de marchandises par rapport à la demande solvable : est une conséquence logique des trois phénomènes précédents. Si des producteurs de machines ou de matières premières produisent trop, ils vont licencier des salariés, baisser des salaires ou faire faillite. Les salariés licenciés n'auront plus les moyens d'acheter la production finale de biens de consommation personnelle. Le secteur des biens de consommation personnels entrera également en crise, ce qui fera diminuer la demande en matières premières et machines, ainsi que le nombre de travailleurs salariés et le niveau des salaires, et donc la demande solvable de biens de consommation personnels, le niveau de leur production, avec les mêmes conséquences sur les autres secteurs.

Jusque là, il s'agit plus de problèmes d'ajustements qui peuvent donc être passagers. Ils se traduisent dans les pires des cas dans des crises cycliques auxquels succèdent des périodes de relances. Les conséquences sont néanmoins désastreuses pour les travailleurs salariés, puisqu'ils sont soumis aux aléas des mouvements de flux et de reflux des besoins de main d'œuvre, et donc à des périodes de travail et de chômage, liés aux aléas et à la dé-coordination de la production. Elles le sont aussi pour certains capitalistes qui n'arrivent pas à retirer leurs capitaux pour les réinvestir ailleurs, et subissent la ruine. Mais elles sont aussi des opportunités pour d'autres capitalistes, qui peuvent ainsi dominer le marché, s'élargir, réembaucher, accumuler davantage, etc. Le capitalisme tend ainsi vers le développement, sinon des monopoles, disons des oligopoles. Néanmoins, nous n'avons pas encore ici abordé tous les problèmes posés par le capitalisme. Il nous faut à présent traiter de deux phénomènes : le machinisme et la concurrence.

(5) Le machinisme : il s'agit des différentes révolutions technologiques survenues au cours des derniers siècles, appliquées à la production, Elles ont permis l'émergence de la grande industrie et son développement. L'introduction de machines dans les fabriques, puis l'automatisation, la robotique, la programmation micro-électronique et l'informatique dans les usines durant la seconde moitié du XXème siècle, ont permis de grands booms de productivité (sans oublier le développement et l'application des intelligences artificielles dans la production). Qu'est-ce qu'un boom de productivité ? C'est simplement la possibilité, grâce aux technologies, de produire plus et plus vite avec moins de gens. Le boom de productivité permet à une entreprise de dominer le marché, de se placer en

situation de semi-monopole, et donc de procéder à une accumulation rapide de grandes sommes d'argent. Ces sommes conséquentes permettent en retour de réinvestir et de développer la production. Cependant, au-delà d'un certain seuil, celui de la saturation du marché, le machinisme révèle les fragilités du système.

Le premier effet pervers du machinisme est la suppression du travail humain, (travail vivant) et son remplacement par des machines (travail mort). La suppression d'une grande part du travail humain est aussi suppression d'une part égale de demande solvable, donc de possibilité de vendre ce que l'on a produit et donc de gagner de l'argent, de gagner plus d'argent. Il y a une part grandissante de travailleurs inemployés et une impossibilité d'étendre la production et l'emploi. De ce fait, le capitalisme ne peut plus s'élargir, et ses contradictions internes prennent le dessus et l'amènent vers la crise.

Le second effet pervers du machinisme est que l'augmentation de la part des machines dans le travail provoque aussi un déclin de la valeur produite. La valeur provient en effet du travail humain. Sans travail humain, la machine reste inerte, et donc ne produit rien. Il n'y a donc ni production ni vente. Mais si la machine est autonome (ce n'est qu'une hypothèse théorique), elle produit des biens, mais qui ne peuvent être vendus dans un système où l'achat dépend d'une somme d'argent acquis par un salaire, d'un salaire acquis par le travail, dans une société où il n'y a pas besoin de travail humain. Le salariat et la propriété privée deviennent alors inadaptées pour un tel mode de production. Aujourd'hui, la tendance est à l'autonomisation, certes partielle, mais néanmoins croissante, des machines. Un nombre minimum de travailleurs sont nécessaires à la production industrielle, voire à la production tout court, ce qui implique une diminution de la valeur produite, qui se traduit par une baisse des prix à l'unité.

(6) La diminution du taux et du niveau des profits

Cette diminution de la valeur produite à une influence sur le profit. Le profit provient d'une part des revenus de la production non redistribués aux travailleurs salariés. Le capitaliste garde cet argent pour lui, en partie pour sa consommation personnelle soit pour le réinvestissement dans les cycles suivants, voir dans une production élargie. Lorsqu'il s'équipe en machines plus performantes, toutes choses égales par ailleurs, il emploie moins de travailleurs pour produire une même quantité, mais qui sera donc vendue moins chère à l'unité, ce qui fait diminuer le niveau des profits, en proportion (en taux) et de manière absolue (en masse). Il existe plusieurs solutions pour obtenir des recettes suffisantes (ce qu'on appelle des contre-tendances).

Les capitalistes ont bien tenté plusieurs stratégies pour limiter la baisse du taux de profit. Tout d'abord, en économisant sur les matières premières et les machines, en les achetant à des prix plus bas ou en pillant les pays pauvres (impérialisme), ou en produisant à la commande et flux tendu (Toyotisme, « zéro stock »). Ensuite, en baissant les salaires ou en augmentant le temps de travail sans hausse de salaires, ou en délocalisant la production là où elle coûte moins chère, voire même où elle coûte encore moins chère que de produire avec des machines. Mais ces deux stratégies ne marchent qu'à court terme et dans un mouvement constamment récessif, provoquant ainsi des licenciements, des faillites, des baisses du pouvoir d'achat, et donc des crises de débouchés (de réalisation).

La seule solution pour les entreprises est alors de vendre davantage, donc d'employer plus de travailleurs salariés et de produire davantage. S'il y parvient, le capitaliste verra certes son taux de profit diminuer, mais pas sa masse de profit. Mais il y a une limite absolue : lorsque le marché est saturé, que les capitalistes ne peuvent plus vendre les marchandises à nouveau à l'ensemble des acheteurs solvables. On arrive alors dans une situation de crise de surproduction.

Les capitalistes ont également tenté de limiter la surproduction : par des procédés comme la diversification de la production, l'obsolescence programmée. Mais à chaque fois, après de brèves périodes d'accumulation des entreprises pionnières et éventuellement la faillite de quelques entreprises, la situation entre les entreprises restantes s'est harmonisée, et les tendances naturelles du capitalisme sont revenues au galop.

Ils n'ont alors plus d'autre choix que de se reconvertir, ce qui signifie le plus souvent retirer les capitaux-argent pour les réinvestir ailleurs (en bourse ?), licencier l'ensemble des travailleurs et laisser les moyens de production en friche, ou faire faillite. Mais bien avant la saturation absolue du marché, il existe aussi d'autres limites : celles qu'imposent les différentes formes de concurrence.

(7) La concurrence

La valeur, le retour de l'argent investi, se produit dans le capitalisme lors de l'échange marchand. Sur le marché, les biens (identiques ou non) produits par un certain nombre d'entreprises sont mis à disposition des acheteurs. Mais la situation n'est pas si pacifique que cela. Acheteurs et vendeurs sont en tension constante pour la détermination des prix (on peut dire qu'ils sont en concurrence les uns face aux autres). Les premiers ont plus intérêt à ce que ceux-ci soient bas, tandis que les seconds ont intérêt à ce qu'ils soient plus élevés. Mais les acheteurs sont également en concurrence entre eux, tout autant que les vendeurs. Lorsque les acheteurs sont plus nombreux que le nombre de marchandises qu'ils désirent acquérir, ils sont en concurrence entre eux. La concurrence entre acheteurs peut permettre de faire grimper les prix. Dans le cas contraire, quand les biens fabriqués par les entreprises et proposés à la vente sont plus nombreux que le nombre d'acheteurs souhaitant les acquérir, les prix tendent à diminuer. On retrouve ici les problèmes de départ du capitalisme : discordance, disproportion, surproduction. Il existe enfin une dernière forme de concurrence : entre les travailleurs. Les travailleurs, ne détenant pas de moyens de production, ne possèdent que leurs capacités de travail (leur force de travail). Les capitalistes achètent cette force de travail pour lancer des cycles de production. Là encore, il y a un jeu de concurrence entre acheteurs et vendeurs de force de travail. Si les travailleurs sont moins nombreux que les besoins de travail, il y aura plein emploi et ils pourront être plus exigeants sur leurs salaires. Dans le cas contraire, lorsqu'ils sont plus nombreux, les capitalistes peuvent les mettre en concurrence pour les payer moins cher. Le capitalisme fonctionne donc sur un déséquilibre régulier entre production et vente, offre et demande, où les rapports favorables ou défavorables à l'une des parties sont régulièrement inversés. La concurrence ne constitue là non pas une cause, mais, à un certain stade, un facteur aggravant des difficultés du capitalisme à se reproduire et s'étendre.

(8) De la concurrence au monopole

Jusqu'au paragraphe précédent, nous n'avions abordé le capitalisme que du point de vue d'une entreprise qui serait seule sur le marché, qui serait en situation de monopole, ou du moins qui agirait de la même manière qu'un monopole dans le cadre d'une co-existence avec d'autres entreprises ; et ceci, afin de mieux comprendre les problèmes internes du capitalisme, avant d'aborder la question des effets de la concurrence.

Le monopole garanti en effet la possibilité pour l'entreprise de déterminer les prix de vente (bien entendu, en interaction avec les acheteurs, mais sans autre entreprise menaçant de lui prendre son marché). La situation change lorsque de nouveaux entrants arrivent sur le marché. Si le nombre d'acheteurs augmente, du fait notamment d'une hausse de l'emploi créé par les nouveaux entrants, il y a effectivement croissance (mais assez relative). Mais on arrive rapidement à une période de saturation du marché. Le nombre d'acheteurs solvables stagne, et les entreprises doivent alors se partager le bénéfice global. Ceci les contraint à réduire leur production, donc le nombre de salariés, ce qui réduit le marché des acheteurs solvables et augmente les problèmes de surproduction régulière. Mais chaque entreprise cherche soit à se défendre, se maintenir, soit à faire couler l'autre pour dominer le marché. Pour cela, elles vendent leurs biens moins chers que leurs concurrents. Les autres entreprises, lorsqu'elles le peuvent, et ne font pas faillite, tendent à s'aligner sur cette baisse de prix. Or il y a une limite absolue à cela, qui est le minimum de rentabilité nécessaire à l'entreprise (le profit moyen). Les entreprises qui tombent en dessous de ce seuil font faillite, les autres peuvent se maintenir, et continuer à se concurrencer. Pour bénéficier d'un avantage sur leurs concurrents, elles n'ont d'autres recours que d'investir dans des machines. Grâce à cela, elles produisent plus rapidement et à moindre coût, et peuvent ainsi dominer le marché. Les entreprises qui ne s'équipent pas coulent. Les autres continuent de se concurrencer. Ils établissent une nouvelle norme, plus basse, de prix et de taux de profits. Et ainsi de suite.

A chaque étape, le processus peut entrer en crise. Des entreprises coulent, d'autres en sortent plus fortes, deviennent plus performantes. Elles sont de plus en plus grandes et dominent le marché. La concurrence joue ici un rôle de purge, d'assainissement, du capitalisme.

A mesure que le capital se concentre, se technicise, se centralise, émergent des entreprises géantes (monopoles, semi-monopoles/oligopoles). Il devient difficile de les concurrencer sans recourir aux sociétés par action, ou à l'Etat.

(9) la fragilité du capital concentré : le « too big to fail » et la dénaturation des cycles et des crises

Mais plus la production est technicisée, moins il y a de travail humain, donc moins il y a de demande solvable. Les marchés sont rapidement saturés, et les entreprises géantes éprouvent des difficultés à trouver des débouchés. Les actionnaires se retirent, les entreprises explosent, se fragmentent, coulent. Plus elles sont grandes, plus elles se situent dans des réseaux d'interdépendance des capitaux, plus dure sera la chute. Si des entreprises géantes coulent, elles entraînent avec elles de nombreux autres secteurs de l'économie. On assiste alors à des crises majeures. Cette tendance au risque de faillite et d'éclatement des capitaux était notamment déterminante durant la crise de 1929 et la grande dépression, qui ne s'est résolue que par la guerre et la destruction de nombreux capitaux. Par la suite, après le boom économique lié à la reconstruction d'après guerre, les entreprises géantes se sont redéveloppées, à un niveau encore plus élevé. Une fois l'effet du boom économique passé, les difficultés sont réapparues. Mais la taille de ces entreprises faisait qu'il devenait de plus en plus difficile, pour des investisseurs privés, de les alimenter en capital pour les soutenir et les aider à traverser la crise. Du fait des difficultés, ces derniers avaient davantage tendance à retirer leurs capitaux pour les réinvestir ailleurs. Les Etats et les banques ont jugé qu'elles étaient trop grosses pour faillir (« too big to fail »), qu'il était nécessaire d'intervenir pour leur éviter la faillite, et donc d'éviter une crise majeure. D'où l'intervention des Etats et des banques, le développement massif du crédit et des dettes.

(10) Crédit et dette : une conséquence logique

Partant du risque majeur de faillite des entreprises géantes et d'une crise brutale et généralisée, ainsi que de l'inefficacité sur le long terme des contre-tendances à la banqueroute du capitalisme ; la faiblesse de l'investissement productif, la multiplication des spéculations, des crédits et des dettes est parfaitement logique. Si le capitalisme a pu tenir depuis le début de la récession dans les années 70, c'est grâce au crédit et à la spéculation. De l'argent fictif était investi dans l'économie, permettant de poursuivre la croissance, tandis que le travail réel ne produisait plus suffisamment de valeur et ne pouvait donc entretenir par lui-même sa propre croissance. Mais cet argent fictif, sous forme de crédit à la consommation ou à la production, se fondait en définitive sur le travail réel. Ainsi, les manques à gagner dans la production, l'investissement spéculatif des entrepreneurs devenant actionnaires, et la trop grande faiblesse de l'évolution des salaires en comparaison des sommes des crédits et de leur taux d'intérêts, devaient aboutir à des bulles financières, puis à leur éclatement, dans une crise majeure. Si on reprend donc ce qu'est le capitalisme de sa base jusqu'à ses diverses sommets et appendices, cette crise s'est produite du fait, et, non pas au détriment (il faut insister lourdement sur ce point), de l'économie réelle. On ne peut donc se limiter à une simple critique de la finance. Il ne s'agit pas de réguler ou de décapiter la superstructure financière du capital pour que tout aille bien. Ce n'est pas le toit qui perd des tuiles, ce sont les fondations qui sont pourries et qui font s'écrouler l'édifice.

Ainsi, soit on abolit le capital financier et le capitalisme sombre rapidement dans une crise profonde, soit on le réinjecte dans l'économie réelle et on assiste à une vague d'inflation massive, soit on le conserve et on s'expose à l'explosion récurrente et de plus en plus rapprochée de bulles financières, à des périodes d'austérité assez longues et renforcées (avec, au meilleur des cas de courtes périodes de prospérité très très relatives et à peine perceptibles).

2.3 Les solutions

Bien évidemment, le FN (comme tous les partis politiques protectionnistes-souverainiste et comme les partis libre-échangistes) ne propose pas de réponse crédible à la crise du mode de production capitaliste. D'une part, il semble ne pas la comprendre, d'autre part, il accepte le mode de production capitaliste comme une fatalité (alors que ce n'est pas le cas). Or ce mode de production, comme on vient de le voir, est un générateur de crises, qui, dès qu'on essaie de le « réparer », finit par faire tomber en panne l'instrument de réparation. En conclusion, on peut affirmer qu'avec le FN, c'est la crise !

Il existe bien des solutions pour s'en sortir, et on peut les deviner en analysant le mode de production capitaliste et en changeant ce qui ne va pas à la base. Il s'agirait de régler le problème de la discordance, de la disproportion, de la suraccumulation, de la surproduction. Le problème fondamental du capitalisme, qui rend possible l'ensemble de ces situations, tient d'une part dans

l'atomicité des acteurs (les acheteurs, tout autant que les vendeurs, ne se concertent pas à l'avance). Ils ne sont pas coordonnés et prennent des décisions contradictoires. La séparation entre producteurs et consommateurs, et leur reconnexion par le marché, crée l'anomie économique (l'absence de règles) et donc la possibilité des crises. D'autre part, le problème tiens dans le fait, plus important, que la suppression du travail humain, remplacé par des machines, est corrélatif de la suppression de la demande solvable, qui est une autre source de crise. Mais cette crise n'est possible que parce que les producteurs sont séparés entre eux, que l'on institue un travail à temps plein, réservé à quelques uns, avec comme réciproque le chômage de masse et l'inactivité forcée pour les autres, tandis que l'on institue parallèlement l'accès à la production socialisée par l'échange marchand, donc par la possession d'argent, acquis par le salaire, lui-même acquis par le travail.

La solution repose donc dans (1) l'anticipation des besoins de production en fonction des besoins sociaux, des autres secteurs de production et des particuliers, (2) la coordination de la production entre ses différents secteurs et branches, (3) un meilleur partage des tâches de production et du temps qui lui est consacré, (4) une meilleure répartition de la production socialisée destinée à la consommation personnelle, (5) une distribution de la production sans passer par l'étape de l'échange marchand, c'est-à-dire d'une situation où la condition d'un nouveau cycle de production (ou de l'élargissement de la production) consiste dans la réussite de l'échange et du niveau de revenu que l'on en retire.

2.4 L'erreur d'analyse concernant les migrants

Pour terminer cette partie sur l'économie, analysons maintenant deux des arguments clichés majeurs du FN, les propositions selon lesquelles « nombre d'immigrés = nombre de chômeurs », et « trou de la sécu = nombre d'immigrés profitant des aides sociales ». Pour le FN, les migrants sont responsables du chômage et du déficit de la protection sociale. Au niveau de la protection sociale, les travailleurs migrants, lorsque l'employeur veut bien les déclarer (les migrants sont loin d'être les seuls à travailler au noir, c'est aussi le cas de nombreux Français), cotisent dans les différentes caisses de solidarité : santé, retraite, chômage. Et dans de très nombreux cas de figure, ils n'en bénéficient même pas. C'est notamment le cas pour les retraites. Lorsqu'un migrant rentre dans son pays d'origine pour ses vieux jours, il est fréquent que son allocation retraite ne lui soit pas versée. A l'inverse, les « profiteurs » du système ne sont pas que des migrants, loin de là. Et à vrai dire, on ne profite pas de grand-chose, en comparaison de grands actionnaires et autres multimillionnaires (comme la famille Le Pen par exemple). De plus, il ne faut pas oublier que l'administration Française est assez complexe. Pour une personne ayant grandi en France, c'est déjà assez compliqué. Pour un migrant, c'est un parcours du combattant. De nombreux migrants ne bénéficient ainsi pas des protections sociales élémentaires, notamment du RSA. Venons-en maintenant à la question du chômage. L'argument phare du FN est de dire nombre de chômeurs=nombre d'étrangers. Or le nombre de chômeurs est supérieur au nombre d'étrangers. L'argument serait aussi que les migrants exercent une pression à la baisse sur les salaires. Ils exerceraient donc une double pression, à l'emploi et sur les salaires. Les migrants ne sont pas responsables de ces deux pressions. La responsabilité en incombe à l'organisation capitaliste de la société, et à la norme capitaliste liée au coût du capital constant. L'augmentation de la productivité supprime nécessairement du travail humain et fait diminuer les coûts de vente à l'unité et les taux de profit (voir plus haut, partie 1.2.2). Pour permettre l'accumulation capitaliste dans ces circonstances, il est nécessaire de baisser les salaires pour favoriser l'investissement productif. Mais l'investissement n'est justement plus productif parce que le marché mondial est saturé de production solvable, avec un progrès technique élevé et une concurrence mondiale. De fait, la demande solvable diminue, les salaires diminuent, le chômage augmente, la demande solvable diminue, et ainsi de suite. Avec un tel processus, ce ne sont pas seulement les migrants qui sont « de trop », mais un nombre de plus en plus grand de travailleurs, sans distinction de nationalité. Il faut donc choisir : le mode de production capitaliste ou l'humanité et un changement de radical de système économique.

II La crise écologique

Depuis quelques années, le FN intègre des propositions écologiques dans son programme. En décembre 2014, il a même lancé des collectifs larges sous le label « Nouvelle Ecologie » (<http://espritcritiquerevolutionnaire.revolutblog.com/la-nouvelle-ecologie-du-front-national-a114373986>). Comme dans la partie économie, nous passerons en revue différents points de ce programme, avant de procéder à la critique.

1 Le programme écologique du Front National et des collectifs « Nouvelle Ecologie »

Hormis le fait que le FN souhaite contester les poudres aux yeux écologiques envoyées successivement par les gouvernements PS et UMP, il entend contester le monopole écologiste d'Europe Ecologie Les Verts. Il s'agit donc surtout d'une stratégie électorale, se positionnant sur des points comme la question de la place stratégique de l'Etat-Nation (on reviendra sur le point dans la partie suivante abordant la question de la politique), sans véritable critique écologique de fond des propositions d'EELV. On y retrouve donc des idées assez similaires à tous les partis prônant un écologisme bon teint :

- Mesures contre le transport international de marchandises
- Mesures contre l'obsolescence programmée
- Mesures contre le grand éolien, le photovoltaïque, les bio-carburants
- Interdiction des OGM et renforcement des normes sanitaires
- Lutte contre la déforestation
- Développement de l'agriculture bio
- Critique des mégastructures (dont aéroports)
- Sortie de la PAC
- Critique des monocultures et revendication d'une agriculture diversifiée
- Critique de l'urbanisme et défense de nouvelles chartes paysagères respectant l'esthétique traditionnelle
- Développement du transport fluvial

D'autres propositions sont plus spécifiques au FN :

- Développement de l'hydraulique, des Bio-gaz, du bio-pétrole
- Passage pour le nucléaire civil de l'uranium au thorium
- Modernisation et renforcement de la sécurité des centrales

Ainsi que d'autres mesures que l'on retrouve généralement chez la majorité des écolos et altermondialistes.

Il est vrai qu'il s'agit d'un programme nettement plus consistant que les propositions de défense des phoques de Frigide Barjot. Cependant, il existe plusieurs grandes limites à ce programme.

2 Critique du programme économique-écologique du Front National

Le programme du Front national s'inscrit dans le cadre d'une économie de marché (protectionniste). Dans ce cadre, pour mettre en œuvre ce programme, le FN aurait donc besoin de trouver des financements. Pour cela, il faudrait prélever l'argent soit chez les particuliers (impôts, baisses des salaires), soit chez les possesseurs de capital (les industriels, les spéculateurs, les banquiers). Or nous avons identifié, dans la partie précédente sur l'économie, que les particuliers subissaient déjà

des crédits à rembourser et une baisse de leur pouvoir d'achat, et que le FN projetait une diminution de leurs salaires indirects (et peut-être directs), qu'ils auraient davantage à assumer par leurs propres moyens leur protection sociale, et que tout cela jouait dans le sens d'une baisse de la demande solvable, donc d'un manque à gagner au niveau de la masse de profits, pouvant être destinés à l'investissement productif (dont l'augmentation était censée compenser la baisse du taux). De fait, il n'est que difficilement possible de concilier un financement écologique suffisant avec un financement à l'investissement productif et à la ré-industrialisation suffisant. Nous avons aussi vu que les banques étaient en difficulté du fait que les acteurs de l'économie réelle avaient du mal à rembourser leurs crédits, que les Etats devaient les soutenir et donc procéder à de l'austérité budgétaire et de la casse du service public.

On entend certes dire que l'écologie est un secteur créateur d'emploi, qu'une croissance verte est possible. Mais c'est une vision à court terme. Les créations d'emploi au niveau du bâti et du renouvellement des infrastructures sont potentiellement non pérennes. Une fois que tout serait bâti, il n'y aurait plus besoins d'autant de main d'œuvre, et le reste servirait à de la rénovation ponctuelle. Il n'y aurait donc pas une croissance durable des activités productives. De plus, hormis un boom de production à un moment donné, il s'agit plus d'une modification de la nature d'activités déjà existantes, donc d'un remplacement d'une activité par une autre. Il en va de même pour tout ce qui est secteur des énergies nouvelles, puisque dans le même temps, on supprimerait les anciennes. De même que l'abolition de l'obsolescence programmée, augmentant la durée de vie des biens produits, n'amènerait à une croissance sectorielle relative. Elle provoquerait une hausse de la demande dans le secteur en question, et en conséquence une baisse de la demande des produits plus obsolètes. Du fait qu'il y aurait besoin de remplacer moins souvent les biens, elle amènerait sur le long terme à une baisse générale et importante et la production, donc du nombre de personnes salariées, de la demande solvable, de la masse de profits. Enfin, l'accumulation liée à la création d'un nouveau secteur d'activité écologique, où les entreprises démarrent en situations de semi-monopoles, seraient bien vite annulée par l'entrée en course de nouveaux concurrents et les rattrapages techniques réciproques. Le secteur écologique sera donc aussi soumis aux tendances à la baisse des taux de profits, avec une difficulté à en augmenter la masse, du fait de la pression concurrentielle à la baisse des coûts.

Ce qui rend les choses encore plus compliquées, c'est que la transition écologique se finance non de manière autonome, mais en puisant sur une part des profits de l'industrie classique, soit sous forme de taxes, soit en se plaçant comme coût de production additionnel, tandis que les marges de profits et les masses de capitaux disponibles des entreprises sont en déclin. En conclusion, cette écologie est peut-être rentable pour quelques entrepreneurs capitalistes en reconversion, mais elle ne l'est pas pour l'ensemble du capitalisme. En tant que secteur économique non-autonome, elle ponctionne sur la croissance, déjà en grande difficulté (disons le clairement, en crise), de l'économie réelle, plutôt que de ne générer de la croissance supplémentaire. Cette manière de procéder à la transition écologique entre en contradiction totale avec la volonté, émise par le FN et tous les partisans d'une relance (illusoire) de la croissance et d'un sauvetage de l'économie de marché, d'allègement des « charges » des entreprises et de financement de l'investissement productif. La croissance verte n'est donc qu'une impasse économique.

3 Critique du programme écologique du Front National

Nous venons de voir que l'économie capitaliste ne permettrait pas de réaliser le programme de la croissance verte, programme dans lequel s'inscrit le Front National. Mais nous ne nous sommes jusque là pas encore intéressés à son programme d'un point de vue strictement écologique. A ce niveau, commençons par évoquer les 4 problématiques majeures de notre époque :

- La question de l'épuisement des ressources
- La question de la dérégulation géologique
- La question du réchauffement climatique
- La question de la disparition d'espèces animales et végétales assurant l'équilibre du vivant.

Ces quatre questions sont clairement liées entre elles, et sont clairement liées au mode de production capitaliste. Le capitalisme suppose, pour obtenir des booms productifs permettant de l'accumulation en vue de réinvestir, de consommer beaucoup de matière pour les machines, le bâti, et l'alimentation

en énergie. Il suppose que l'augmentation de la productivité, produisant une baisse des taux de profit, soit compensée par une hausse conséquente et continue de la masse de profits. L'augmentation continue de la masse de valeur suppose l'augmentation du niveau de consommation de matières premières et d'énergies.

Or les matières premières sont limitées, autant que les énergies provenant de l'extraction, et ce ne sont pas les nouveaux matériaux de substitution et les énergies renouvelables qui pourront compenser leur disparition. A un moment donné, il n'y aura plus assez d'énergie pour extraire du sol et il n'y aura plus assez dans le sol pour alimenter en énergies les machines d'extraction. De plus, creuser plus profondément risque d'aboutir à de profondes dérégulations géologiques. La poursuite de l'extractivisme n'est pas donc pas une solution viable.

D'autre part, les effets du réchauffement climatique s'annoncent dévastateurs : effondrement des rendements agricoles, fonte des pôles, montée des océans, diminution des surfaces habitables, raréfaction de l'eau potable, disparition de pans entiers de la biodiversité, multiplication des famines, des maladies graves et des épidémies, migrations climatiques importantes vers les zones habitables. Le réchauffement climatique est pour une bonne part d'origine humaine. Il est lié à une émission trop importante de gaz à effet de serre, donc le CO₂ (mais pas seulement). Ce réchauffement ne peut-être inversé, mais il peut être limité. Pour cela, il est nécessaire d'analyser ce qui, dans les activités de la société industrielle capitaliste, en constitue la cause. Les chiffres sont certes variables d'une étude à l'autre, mais les émissions de gaz à effets de serre proviennent principalement des transports (25 à 30%), de la production industrielle (20%), du bâtiment (20%), de l'agriculture (15%), de l'énergie (10 à 15%). Pour éviter une trop forte hausse de la température moyenne (ne pas dépasser +2°), il faudrait réduire ces émissions de 80 à 95% avant 2050.

Pour cela, il faudra réduire drastiquement les transports et relocaliser véritablement la production. Même si le FN entend lutter contre le transport international de marchandises, cette réduction entre en contradiction directe avec sa stratégie d'obtention de capitaux en faisant de la France une puissance commerciale basée sur l'exportation. Renoncer au transport international de manière cohérente avec la perspective de réduction des émissions carbone implique de renoncer à faire de la France une puissance commerciale exportatrice, et de se diriger vers une autonomie maximum de production et consommation, et de surcroît, de limiter au maximum les flux de marchandises à travers le pays, en axant sur la production et la consommation les plus locales possibles. Cette perspective, dans le cadre du capitalisme, implique l'impossibilité de générer des profits nécessaires à tous types d'investissements (investissement productif, relance par la hausse des salaires et l'incitation à la consommation, soutien de la protection sociale, financement de la transition écologique), et aboutit à une accentuation sans précédent de la dégradation des conditions de vie de la population.

Pour remplir les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, il faudra nécessairement réduire de beaucoup la production, au-delà d'une substitution verte, d'un grand « green washing ». Cela suppose un véritable ralentissement du rythme de consommation des ressources naturelles, et une diminution du volume de production global : c'est-à-dire une décroissance. Cette décroissance, qu'on le veuille ou non, n'est pas affaire de choix entre ça et le « green washing ». Il s'agit de choisir entre en maîtriser les conditions ou la subir violemment de plein fouet. Le capitalisme n'y survivra probablement pas, ne trouvant plus les ressources naturelles nécessaire à assurer sa base matérielle et énergétique, et donc le processus d'accumulation du capital (déjà bien en berne, comme nous l'avons vu, du fait de sa dynamique interne). Il tendra à se réduire, se compresser. Il ne pourra plus s'élargir. Adieu à la croissance économique ! Il ne sert donc à rien de chercher à la relancer. Il faut trouver, dès maintenant, d'autres modalités de fonctionnement de la société et transformer profondément nos modèles de production.

En conclusion, le programme du Front National (comme tous les programmes politiques des écologistes partisans du développement durable et tous les programmes faisant abstraction de l'écologie) nous amène, bien involontairement, à une décroissance subie que les classes populaires risquent de payer très cher. Tout comme avec l'économie, en matière l'écologie, avec le FN, c'est aussi la crise !

III La crise politique

Le FN ne cesse de rappeler que la France traverse une grave crise politique. Il fait porter la faute de cette crise aux deux partis qui ont successivement gouverné la France depuis des décennies, ainsi qu'à leurs alliés stratégiques. Il lui arrive également de dénoncer certaines institutions politiques comme peu démocratiques. Nous analyserons donc la critique et les propositions faites par le FN, avant de mettre en avant, dans un second, les points sur lesquels ils doivent être critiqués et dépassés.

1 La crise politique selon le FN

On pourrait résumer l'analyse de la crise politique que développe le FN de la manière suivante :

- Le manque de moralité de certains élus succombant à la corruption
- Le cumul des mandats
- Manque d'autorité de l'Etat en matière de politique intérieure
- Manque de consultation de la population et d'usage des référendums
- La perte de souveraineté de l'Etat Français face aux instances transnationales
- (Du temps du père Le Pen, la critique de la reproduction de la caste dirigeante issue des mêmes écoles (par exemple l'ENA) – aujourd'hui abandonnée, avec la vague bleue marine et le recrutement de cadres issus de ces grandes écoles.)

2 Critique de l'analyse de la crise politique développée par le FN

2.1 La moralité des politiques et corruption

Face à la corruption politicienne, aux scandales récurrents qui ne cessent d'éclater et dans lesquels sont régulièrement impliqués des chefs d'Etat, des ministres, des parlementaires, des élus locaux, des membres de partis politiques, le FN entend restaurer une certaine moralité en politique. On peut déjà lancer une première critique, les membres et élus FN ne sont pas toujours blancs comme neige, loin s'en faut : détournements de fonds, comptes off shore, escroquerie, copinage avec les autres politiciens. (Voir par exemple : <http://espritcritiquerevolutionnaire.revolublog.com/2014-pas-un-elu-pour-le-fn-a113952104>, et <http://espritcritiquerevolutionnaire.revolublog.com/affaire-cahuzac-a113986760>, note 1)

Cette critique est certes un peu facile. Elle démontre juste que le FN n'est pas une preuve d'exemplarité. Mais elle ne change rien au problème de la corruption. Pourquoi ? Parce que la corruption est « inscrite dans les gènes » de la politique telle qu'elle se pratique dans des républiques parlementaires, et des démocraties représentatives.

Les élus, pour la grande majorité, sont issus des couches aisées de la population. Leur vision du monde en est affectée et ils ont des intérêts à défendre en fonction de leur origine sociale. Les grands élus sont généralement ceux qui ont fait des grandes écoles, de grands industriels et financiers, ou des héritiers de grandes fortunes, ou encore des personnes habiles tombés dans les bonnes grâces de riches industriels et financiers. Le tout peut se cumuler, et c'est généralement cette dernière variable qui est la plus déterminante. De fait, cette ascension n'est pas gratuite. Les financeurs attendent des retours. Dans le cas contraire, ils peuvent retirer leur soutien. Avec un tel système d'ascension au pouvoir, il n'est pas hasardeux que des élus trempent régulièrement dans des affaires de conflit d'intérêt et de corruption. La moralité et la chasse à la corruption ne jouent là qu'un rôle marginal. Pour les politiciens de métier, la politique et une affaire de conquête et de conservation des places. Avoir plus de financements permet de gagner des élections (les financements permettent aussi aux politiciens d'augmenter leur fortune personnelle pour leur propre confort ou en vue d'une reconversion dans l'industrie ou la finance). Faire tomber un politicien pour corruption libère une place à pourvoir. La moralité et la chasse à la corruption ne sont que des moyens pour certains de se placer dans le pouvoir, comme la corruption est un moyen pour d'autres. Il s'agit des deux faces d'une même pièce, qui est la conquête d'une place dans la politique. Ainsi, lutter contre la corruption et pour la moralisation de la vie politique demeurera toujours inefficace. La corruption reviendra, les politiciens,

industriels et juristes trouveront régulièrement des moyens de contourner les lois, et les enfreindront dès qu'ils seront pris par l'appât du gain ou la nécessité de ne pas couler, de rester en place. Alors on promulguera de nouvelles lois, et elles seront de nouveau contournées, et ainsi de suite. Ces logiques ne sont possibles qu'avec la structure de la démocratie représentative telle qu'elle est instituée aujourd'hui, qui permet de faire carrière et échappe au contrôle de la population. Pour en finir avec tout ça, il faudrait changer en profondeur l'ensemble des institutions politiques et démocratiques. Nous aborderons ces changements structurels dans les parties suivantes.

2.2 Critique du cumul des mandats, du carriérisme et de la déconnexion politicienne

Commençons par préciser que Marine Le Pen cumule les responsabilités de présidente du Front National, conseillère régionale du Nord Pas de Calais, et députée Européenne. Elle a aussi été conseillère municipale d'Henin Beaumont et conseillère régionale d'île de France, toujours durant son mandat Européen. Bel exemple de non-cumul, n'est-il pas ?

Venons en maintenant à une critique plus sérieuse du système politique en lui-même.

La politique professionnelle, le cumul des mandats, le carriérisme, tendent à enfermer les élus et les permanents politiques (secrétaires et responsables de partis) dans une sphère à part de la société. Ils la regardent de haut, comme un système dont il faut gérer les problèmes techniques. Tout ne devient plus qu'objets, données, instruments. Les élus ne sont alors plus proches du peuple et de ses préoccupations. Ils sont déconnectés de la population, de ses besoins. Parallèlement et paradoxalement, ils se reconnectent aux attentes de la population lors des périodes d'élections, car la satisfaction (démagogique, par le discours et les belles promesses) de la demande populaire, est la condition de leur maintien en politique, de la poursuite de leur carrière, de la survie financière de leurs partis. Mais sitôt réélus et revenus à la manœuvre, ils gèrent de nouveau la société de manière technicienne et bureaucratique, et les promesses ne sont que rarement tenues.

Il serait possible d'en finir avec le carriérisme, le cumul des mandats et leur renouvellement incessant. Il suffirait de réduire le nombre de renouvellements possibles et d'interdire le cumul. Mais ça n'abolirait pas le phénomène de déconnexion politicienne. Pour éviter cela, il faudrait, d'une part, limiter davantage les mandats dans le temps, d'autre part que les mandats soient élaborés par en bas, par la population. Ils seraient impératifs, les élus n'auraient comme autre mission que d'exécuter celle qui leur a été confiée. Ils ne décideraient pas de leur propre politique, en proposant aux autres d'accepter qu'elle soit mise en œuvre, et ne changeraient pas leurs plans en cours de route. Exit donc les projets comme le TCE, le TAFTA, les petits ou grands projets inutiles imposés (Notre Dame des Landes et Sivens, par exemple).

Ces conditions seraient certes nécessaires, mais le problème ne serait pas totalement résolu. L'origine sociale des élus joue aussi un grand rôle dans le phénomène de déconnexion des préoccupations du peuple. Marine Le Pen, par exemple, est une enfant de multimillionnaire et quasiment une politicienne de profession. Elle prétend sans cesse comprendre les besoins du peuple. Or il est très difficile, même avec un grand sens de l'empathie, de pouvoir à la fois comprendre véritablement les préoccupations du peuple et celles des industriels, et de faire la synthèse des deux. A moins d'être schizophrène, ceux qui prétendent pouvoir le faire sont des menteurs. Ainsi, l'origine sociale poserait problème dans les assemblées de base, et serait source de conflits, comme il en existe déjà sans elles, mais au moins, le peuple étant au cœur des débats et des décisions, il y a de grandes chances que de nombreux problèmes liés à la représentativité et au mandat « libre », à la technocratie, au carriérisme, à la déconnexion politicienne, soient résolus rapidement.

2.3 La question des référendums et de la démocratie

Le FN se positionne régulièrement sur la nécessité de recourir davantage aux référendums. Il lui arrive aussi de se positionner en faveur de la « démocratie directe ». C'est très bien, mais le problème, c'est qu'à travers cette expression, il se réfère aux référendums réguliers comme il peut y en avoir en Suisse. Il ne s'agit donc pas d'une véritable démocratie directe, c'est-à-dire d'assemblées populaires et démocratiques où les gens discutent et décident à la base, élaborent des programmes et des mandats pour les mettre en œuvre. Il s'agit d'une supercherie où le pouvoir convoque la population pour délibérer sur les préoccupations de la classe dirigeante. C'est une très bonne manière de donner l'illusion du choix, de faire croire à la population qu'elle est actrice de la politique et de la démocratie, quand, en vérité, ceux qui décident des référendums, de la nature des questions posées et de l'angle

de réflexion à partir duquel se pose le débat, peuvent alors aisément s'en servir à des fins de manipulation des foules. Et c'est de cette manière qu'il en convoque la nécessité et compte les utiliser, insistant sur des questions sociétales dont l'importance est largement surestimée, tandis qu'il ne propose aucun référendum sur des questions économiques, écologiques et politiques importantes (Voir partie 1, partie 2, et cette partie). La démocratie directe référendaire est donc tout aussi biaisée structurellement que ne l'est la démocratie représentative, et peut-être plus pernicieuse. La seule véritable démocratie qui ne soit pas biaisée, est la démocratie directe autogestionnaire, telle que nous l'avons décrite précédemment : assemblées de base, liberté de parole pour chacune et chacun, droit d'expression, de critique, mandats impératifs, délivrés par la base, contrôlés, courts, limités dans le nombre de renouvellements, révocables à tout moment. Grâce à ce dispositif, on éviterait : les erreurs de gestions liée à la déconnexion bureaucratique et politicienne, la corruption, le carriérisme, l'installation au pouvoir, la technocratie.

2.4 Critique du souverainisme et de l'autorité étatique

Il est tout à fait juste de critiquer les instances Européennes et les autres instances nationales comme des formes de déni de démocratie. L'Etat Français serait quant à lui laxiste, et il faudrait renforcer son autorité en matière de politique intérieure et son autorité au plan international (selon le FN).

La moindre des choses, lorsqu'on critique les instances transnationales, c'est de disposer de la légitimité à critiquer. Pour cela, il faut être irréprochable sur la forme d'Etat et de démocratie que l'on défend. Or nous venons de voir que le modèle de l'Etat républicain et de la démocratie représentative est loin d'être la panacée en matière de démocratie. Renforcer son autorité ne consisterait qu'à nier un peu plus le peu de démocratie qui existe encore. Le FN a ainsi bon dos de critiquer l'Europe, puisque sa proposition n'est, ni plus, ni moins, que de remplacer un pouvoir antidémocratique par un autre, très probablement encore plus liberticide. Qu'importe donc la souveraineté de la France ou de l'Europe en matière d'autorité de décision, si la population demeure soumise, manipulée et trahie par l'Etat et ses représentants, qui de surcroît les exposent à des crises multiples.

D'autre part, l'avenir n'est pas l'isolement souverain et protectionniste. Il existe une autre alternative à l'Europe actuelle. Contre la domination du capital, il s'agirait de construire le projet d'une confédération des non-alignés. Ce fédéralisme ne serait pas le faux fédéralisme à l'américaine ou à l'allemande, mais un ensemble de confédérations démocratiques, partant des assemblées de base, à vocation sociale, basées sur l'entraide, la solidarité face au capitalisme, et dont la portée ne serait pas limitée au seul continent Européen, mais serait ouverte aux non-alignés du monde entier. C'est en effet sur une base de solidarité internationale, et non d'isolationnisme souverainiste, qu'il sera possible de résister aux superpuissances capitalistes du monde entier, et de pouvoir, à terme, les faire tomber, et permettre à leurs populations de changer de camp et d'intégrer les confédérations émancipatrices.

2.5 L'Etat n'est pas au service de la population, il est subordonné à l'économie

Ce n'est un mystère pour personne que l'Etat tire ses financements des revenus du capital, de la plus value redistribuée et captée, afin de financer ses structures et son personnel. La relation Etat/capital est certes complexe, pétrie de rapports de force contradictoires, mais en dernière instance, c'est l'économie qui a le dernier mot. Tout passe par elle, vient à elle, retourne à elle. Ainsi, L'Etat ne peut diriger l'économie que s'il en accepte préalablement ses règles, donc que s'il est dirigée par elle. Il ne peut diriger le capitalisme que s'il en accepte les institutions (propriété privée, capital, salariat, profits, marché, crédit, dettes, etc.). Or comme nous l'avons déjà compris, le capitalisme ne peut se mettre au service des gens. Pour que l'économie serve les intérêts de la population, il faudrait briser les institutions fondamentales du capitalisme, celles qui, de fait, sont sources de crises économiques récurrentes et potentiellement de plus en plus violentes.

La critique de la crise de la politique ne peut donc se contenter d'une simple crise de la moralité. Il lui faut procéder à une critique de l'impuissance même du politique. Une démocratie de l'administration urbaine et de la police des mœurs, se contentant d'essayer de réguler le capitalisme par des mesures visant à le relancer désespérément, ne peut constituer un projet solide pour répondre aux besoins de la population. La politique doit évoluer vers une démocratie des producteurs associés, basée sur l'entraide réciproque plutôt que la concurrence, et procédant au partage du travail et des biens produits entre tous ses membres. Ce n'est qu'à cette condition que la démocratie et la politique permettront de se défaire des crises du capitalisme et de satisfaire les besoins des populations.

IV la crise des valeurs morales

1 Critique de la perte de moralité

La perte de moralité n'est pas une critique que le FN se contente d'appliquer à la vie politique. Il l'applique à l'ensemble de la société, et en fait un mal généralisé. Si la société va mal, ce serait à cause d'une perte de moralité. Il suffirait alors que les rapports sociaux soient moralisés, qu'on donne une éducation plus stricte, que l'on punisse plus sévèrement les infractions, et qu'on apprenne aux gens à rester à leur place (inconfortable) pour que les choses aillent bien, que la politique retrouve ses titres de noblesse, que l'économie soit au service de la société, qu'on respecte la nature, que l'on n'agresse pas les gens. Comme si la moralité était le moteur de tout le reste, de la politique, de l'économie, de l'écologie, de l'éducation, de la paix civile. C'est en vérité tout le contraire, ce sont la réalité matérielle et les structures sociales, dont l'économie, le mode de production d'une société, qui produit ses effets concrets et influe sur la moralité. Ce n'est pas que nous soyons des amoralistes, mais la morale vient après l'analyse objective des structures matérielles et sociales. Si l'on veut que les gens se comportent plus pacifiquement, il faut d'abord résoudre les problèmes économiques et sociaux. Si l'on veut que l'économie serve les intérêts de l'humanité, il faut transformer radicalement le mode de production (abolir la propriété, le salariat, la concurrence, la marchandise et l'argent, et produire en fonction des besoins). Si l'on veut éviter le ravage de la biosphère, il faut sortir de l'économie de croissance, transformer les infrastructures techniques et les techniques de production de fond en comble, abolir l'obsolescence programmée et autolimiter démocratiquement la production. Si l'on veut changer la politique, il faut de la démocratie directe et des mandats impératifs déterminés par la population. Sans cela, on peut toujours rêver d'une vie bonne, jouer les pères la morale et taper sur les gens pour les forcer à bien se comporter et à ne pas se révolter, les situations objectives, les crises, produites par le système politique-économique-industriel, les pousseront toujours à se révolter, de différentes manières, et rien ne sera jamais résolu. La méthode FN est donc largement inefficace. Non seulement elle est incapable de résoudre les crises, mais en plus, elle empêche de les résoudre.

2 Critique des valeurs morales du FN

Quand le FN parle de valeurs morales, il ne s'agit pas de morale dans l'absolu, mais de certaines valeurs spécifiques : les vieilles valeurs occidentales de droite. Il s'agit d'une idéologie de l'effort, du dur labeur, du mérite, de la réussite sociale, du conformisme culturel traditionnel, de la concurrence, du combat, de la légitimité du plus fort à s'imposer, de la légitimité de formes de suprématie.

On peut aussi y ajouter une pincée de solidarisme, qui prend un peu la forme de la charité chrétienne : ce serait bien que l'on distribue des aides sociales au petit peuple laborieux, que les patrons l'aide en lui donnant du travail, etc.

Enfin, pour enrober le tout, il y a la fierté nationale, le fait d'être content de faire partie d'un grand tout, de s'oublier, ainsi que ses problèmes personnels en tout genre, dans une grande communion collective. Le plus pauvre des travailleurs ou des chômeurs devrait ainsi ne s'en prendre qu'à lui-même de sa situation, être content de faire partie du fan club du drapeau tricolore, et s'auto-flageller d'être une charge pour elle, que ce soit par son trop haut salaire dans l'entreprise qui empêche le patron de la développer et le pays d'être compétitif au niveau international, ou par la contrainte budgétaire que le chômeur assisté impose à l'Etat.

Encore une fois, tout cela ne tient absolument pas compte de la réalité des rapports sociaux capitalistes et relègue tout les problèmes sociaux à un simple problème de moralité et de démarche individuelle.

Mais la morale du FN ne s'arrête pas là. C'est une attaque contre la plupart des catégories de population qui ne passent pas au crible de ses fourches caudines (arabo-musulmans, noirs, juifs, roms, gens du voyage, migrants, homosexuels, militants politiques et syndicalistes combattifs de gauche, etc.). Il s'agit d'une idéologie de l'exclusion, de l'élimination (si ce n'est physique, au moins sociale). Il existe d'ailleurs un lien direct avec la dynamique du mode de production capitaliste. Puisque le mode de production capitaliste élimine de plus en plus de travail humain, exclue de plus en plus de personnes de la possibilité de participer à la production socialisée et de bénéficier d'un droit de retrait légitime d'une part suffisante du produit social, il existe deux solutions : soit réserver le capitalisme et son produit social à certains au détriment des autres, et réguler l'élimination du processus de production salarié, en désignant les exclus en fonction de catégories idéologiques, ou

autres (ce que propose le FN, mais aussi, d'une autre manière, ce que font ou proposent d'autres partis politiques voulant gérer le capitalisme) ; soit abolir la propriété privée, le salariat, l'échange marchand, et répartir de manière égale la charge de travail et le produit social que chacun peut retirer. Là, il s'agit effectivement d'un choix éthique : subir les crises du système et risquer d'en être exclu ou éliminé (et donc se ranger du côté du FN ou des autres partis du système), ou en finir avec ce système d'inégalité et d'exclusion, et participer tous ensemble à produire ce qu'il nous faut pour vivre bien.

3 Liberté, indépendance et questions de mœurs

Durant les dernières années, le FN a parlé de perte de temps du gouvernement concernant le « mariage pour tous », et il en pensait de même concernant la question du « droit de vote des étrangers résidant en France pour les élections locales » (tandis que les Français résidant à l'étranger peuvent voter, même s'ils ne sont pas concernés par les élections locales puisqu'ils résident ailleurs). Le gouvernement Hollande s'en servait de diversion pour ne pas s'occuper des questions de chômage et de précarité, pour préparer ses plans d'austérité. Effectivement, c'était une perte de temps en ce sens... Mais pas en fonction de ce que pense le FN. L'adoption de ces deux mesures aurait dû être pliée en 5 minutes, et on aurait alors parlé des problèmes socio-économiques ; même s'il ne faut de toutes façons pas compter sur l'assemblée (capitaliste) nationale pour apporter sur ce sujet une réponse satisfaisante.

Plus récemment, le FN avait demandé des référendums sur l'accueil des réfugiés, comme il en avait aussi déjà demandé sur la viande hallal, et d'autres sujets. C'est drôle venant de ceux qui parlaient de perte de temps et de diversion pour ne pas parler de problèmes socio-économiques. En gros, la diversion et la perte de temps, c'est les autres, et c'est quand ça arrange le FN, sa logique d'exclusion au détriment de l'intégration. Le masque tombe sur ses intentions. Parlons même de voile (pas du voile de l'islam, mais du voile transparent), car le masque n'était pas très opaque en vérité... On connaît le FN et sa logique.

Quoi qu'il en soit, tout ceci pourrait être plié en 5 minutes : ok pour le « mariage pour ceux qui le veulent, sans discrimination aucune » (même si nous pensons que ça ne sert à rien, que c'est une supercherie métaphysique), ok pour le « droit de vote pour les étrangers résidant en France » (même si la question, c'est la démocratie directe et que la démocratie représentative n'est que supercherie où la position la plus intelligente est dans l'essentiel des cas l'abstention), ok pour la viande hallal (même si on sait qu'il faut arrêter la consommation de viande excessive et qu'il est préférable de s'orienter vers le végétarisme), oui à l'accueil des réfugiés et à la liberté de circulation et d'installation des personnes (non à celle des capitaux, abolition du capitalisme !) etc. Qu'on laisse les gens faire ce qu'ils veulent au niveau des mœurs quand il ne s'agit pas d'empiètement sur les libertés et de formes d'oppression d'autrui, et qu'on se préoccupe des problèmes économiques, écologiques et de la démocratie.

V La démolition du mouvement social

1 Interdire les outils de défense des mouvements progressistes et du mouvement ouvrier combattif

Le FN ne propose bien évidemment pas de supprimer toutes les formes de liberté d'association ou de protestation. Il favorise les mouvements traditionalistes et les syndicats d'accompagnement « social » (l'expression plus juste serait « syndicats d'accompagnement du capital »).

Il propose de démanteler les associations communautaires, de défense des migrants, et de réformer le syndicalisme, ce qui aurait pour effet d'éliminer les syndicats combattifs, (les seuls syndicats vraiment utiles).

Sa politique locale est très illustrative. A chaque fois que le FN a géré des municipalités, que ce soit dans la période des années 90 ou dans la période actuelle, il a eu tendance à supprimer les financements municipaux aux associations communautaires, aux associations de soutien aux migrants, sans papiers et à l'accès au logement, ainsi que celles des syndicats, et a tout fait pour les expulser des locaux publics que les municipalités précédentes leur avaient prêtés ou loués.

C'est principalement à ce niveau que le FN représente un véritable danger. Sa politique consiste à supprimer les possibilités d'organisation et de lutte sociale des mouvements s'inscrivant dans une perspective d'émancipation et d'amélioration universelle des conditions d'existence. Le FN est « le pire ennemi des travailleurs » (selon l'expression du collectif VISA), de l'émancipation et de l'amélioration universelle des conditions d'existence. Il est impératif qu'un tel parti reste aussi loin que possible des rennes du pouvoir.

2 Problème : que faire quand les autres forces politiques du système s'y mettent aussi ?

Le problème aujourd'hui, c'est que les gouvernements successifs, ainsi que les municipalités, gérées alternativement par le PS et l'UMP/Les Républicains, ont également mené de telles politiques, contre les migrants, les mal logés, les militants politiques et les syndicats. Ils s'orientent de plus en plus vers des logiques d'Etat d'exception (dont l'état d'urgence est une des formes principales). Les Etats d'exception sont des Etats qui ne sont pas fascistes, notamment d'un point de vue idéologique, mais qui empiètent sur les droits et libertés démocratiques fondamentales, la liberté d'expression, d'association, d'organisation, de protestation ; qui pratiquent l'espionnage (caméras cachées, écoutes téléphoniques, géo-localisation, surveillance des e-mails, etc.), la censure, les arrestations préventives, et à un certain niveau, l'usage de la force armée (militaire et non plus policière). (A propos du fascisme et des Etats d'exception, lire aussi l'article d'Alain Bihl : [«Le fascisme n'est pas le seul régime d'état d'exception auquel un capitalisme en crise puisse donner naissance»](#) , et la conférence : [Le fascisme ne passera plus](#)).

Avec de telles politiques, on ne sait plus bien où donner de la tête. Quel sens peut alors avoir le « vote barrage » contre le FN ? Le fait que l'arrivée du FN au pouvoir, au niveau local ou national, amènerait à un déchainement de violences néo-nazies sur lesquelles ce parti fermerait les yeux ? Le problème est que les pouvoirs actuels, du PS ou de la droite, ferment également les yeux à ce niveau (du moins, au moins un œil), tandis que des personnes se font violenter, blesser grièvement ou tuer par des fascistes. Peut-être, effectivement, que le FN fermerait les deux yeux, et que la situation s'empirerait du fait d'une impunité totale. De même pour ce qui est de la question des possibilités de s'organiser, qui deviendraient encore plus difficiles qu'actuellement. Il est également possible, que le FN, à la fin d'un quinquennat, déclare un état d'urgence sans cesse prolongé, par exemple sous couvert de guerre (sans fin) contre le « terrorisme ». L'état d'urgence ne serait plus alors que la couverture d'une dictature permanente. Le « vote barrage » demeure donc une nécessité incontournable.

3 Le « Vote barrage » : incontournable mais inefficace à long terme

Si le « vote barrage » demeure actuellement une nécessité incontournable, son importance ne peut que se relativiser avec le temps. L'aggravation des conditions économiques du capitalisme, la montée des contestations et les empiètements en conséquence des gouvernements sur les libertés fondamentales, et la mise en place d'états d'urgence ou d'Etats d'exception en vue d'opérer à des contre-révolutions préventives, préparent une mutation étatique bien plus autoritaire. L'Etat

deviendrait alors un fauteuil confortable pour le FN. Il lui suffirait de s'y asseoir, sans grands besoins d'aménagement.

De l'autre côté, les illusions portées, à travers les programmes keynésiens, protectionnistes et souverainistes, par une partie importante de la gauche, préparent également le terrain d'une arrivée au pouvoir du FN. Le FN a alors deux scénarios possibles. Soit, il parvient à gagner des voies au sein de cette gauche et arrive au pouvoir, du fait qu'il est électoralement bien plus en position de force que cette dernière. Soit, par on ne sait quelles circonstances, la gauche dite « radicale » arrive au pouvoir, nous fait le coup de Siriza, ou met en place son programme qui met le pays en faillite au bout de quelques années. Dans ces deux cas, le FN jouera la carte du manque de courage ou de la mauvaise gestion de la gauche « radicale », et se positionnera comme plus ferme, intelligent, compétent en matière de gestion budgétaire, donc plus en mesure de gouverner le pays. Le « vote barrage » n'est donc qu'une solution repoussoir, qui, à terme, risque de ne plus marcher.

4 De la nécessité de défendre les organisations de lutte pour l'émancipation et le bien vivre universel

On l'aura compris, l'amélioration de la vie et la marginalisation du FN ne viendront pas des élections mais des luttes sociales. Ce sont les mouvements sociaux progressistes, et notamment les syndicats, qui ont le pouvoir de changer les choses. D'abord par leurs luttes, en contraignant les pouvoirs en place à renoncer à ses projets de réformes, et en arrachant des changements favorables au prolétariat. Ensuite, en se construisant en toute autonomie de la politique, en se réappropriant les moyens de production et en les gérant démocratiquement, en remplaçant l'Etat et son système politique par une démocratie fédéraliste autogestionnaire, par le communisme libertaire.

Vaste chantier...

Mais mieux vaut un long et difficile chemin vers l'utopie, qu'un raccourci vers des chimères se transformant en cauchemars !

ECR/DCL, Novembre 2015

Annexe

Le FN constitue-t-il une réponse crédible au terrorisme de Daesh ?

1 Ce que propose le FN :

Selon la déclaration de Marine Le Pen du 14 Novembre, si le FN était au pouvoir, il proposerait les mesures suivantes :

- Clarification des alliances géo-stratégiques de la France (il y a 3 ans, Marine Le Pen soutenait Bachar El Assad).
- Durcissement des contrôles et fermeture des frontières
- Réarmement de la France : augmentation des moyens militaires, de police, de gendarmerie, de renseignement et de douane
- Interdiction des organisations islamistes, fermeture des mosquées radicales, expulsion des étrangers et des clandestins,
- Déchéance de nationalité pour les bi-nationaux

2 N'est pas bien différent de ce que propose Hollande :

Le 16 Novembre 2015, devant l'assemblée nationale, François Hollande a annoncé une série de mesures assez similaires, notamment concernant la politique de réarmement, et les déchéances de nationalité.

<http://www.revolutionpermanente.fr/Derniere-minute-A-Versailles-Hollande-defend-le-tout-securitaire-reclame-par-Sarkozy-et-Le-Pen>

Marine Le Pen n'ajoute que quelques points supplémentaires : interdiction des organisations islamistes, fermeture des mosquées radicales, expulsions des étrangers et clandestins, fermeture des frontières et clarification des alliances géostratégiques de la France.

3 Critique des propositions du FN en matière de sécurité et de politique internationale

3.1 Les mesures de sécurité intérieure

D'une part, certaines de ces mesures constituent moins des réponses tactiquement intelligentes à la situation que de l'esbroufe démagogique pour faire avancer ses idées. Le danger serait alors que les politiques discriminatoires du FN, couplées à ses politiques économiques (nécessairement anti-)sociales, attisent encore davantage la haine, les vagues de radicalisation victimes de discriminations et d'exclusion sociale et économique, et engendrent encore plus de terroristes.

D'autre part, certaines de ces mesures pourraient très bien être appliquées par les gouvernements en place, sans besoin que le FN soit aux commandes. En effet, les gouvernements français successifs n'ont pas eu besoin du FN pour développer l'Etat sécuritaire. Le FN n'a joué qu'un rôle d'aiguillon et d'amplificateur dans le durcissement de la politique répressive de l'Etat. Le bilan n'est pas terrible au final. Est-ce la faute d'un manque de dureté ? Pas certain. Les forces de l'ordre sont largement compétentes dans l'anticipation des attentats (90% sont déjà déjoués en moyenne). Mais toute prévention a ses limites. Dans les périodes de crises, les gouvernements ordonnent des durcissements ponctuels pour augmenter les capacités policières et biser les réseaux connus, etc., tandis que durant les périodes sans incidents, les services de renseignement mènent des opérations de surveillance, d'infiltration et de remontées des filières. Si les forces de l'ordre démantelaient systématiquement les réseaux, ceux-ci trouveraient de nouvelles manières de se constituer et de s'en prémunir. Bref, face à cela, on ne voit pas bien ce que le FN pourrait apporter.

Le problème restant est que les gouvernements capitalistes et leurs forces de l'ordre sont incapables d'agir à la source. Ils laissent exister les conditions structurelles de la pauvreté et de l'exclusion, sources du racisme, de la xénophobie, du sexisme, de la violence sociale, de l'embrigadement terroriste et de la barbarie. Et comme réponse, ils ne proposent qu'un soupçon de morale antiraciste républicaine bien pensante, en contradiction totale avec la réalité socio-économique qu'ils produisent. Sous couvert d'état d'urgence, les gouvernements mettent en place des restrictions de libertés qui

sont bien plus défavorables aux mouvements sociaux progressistes qu'aux forces obscurantistes barbares. Or ce sont justement ces organisations qui portent les solutions réelles permettant de régler le problème en profondeur. Il faut donc lutter contre toutes les entraves à la libre expression du mouvement social, contre les censures, les arrestations préventives, et contre les interdictions de manifestation.

Quant aux organisations qui proposent des renforcements des frontières. Or ces renforcements n'empêchent généralement pas les terroristes de passer les frontières, lorsqu'il ne s'agit pas de ressortissants nationaux. Les premières victimes des fermetures de frontières, ce sont celles et ceux qui fuient les guerres créées par l'impérialisme occidental, elles condamnent inévitablement ces populations à un sort tragique. Il s'agit là d'une manière cynique fermer les yeux et de laisser la mort au pied de leur porte. Au contraire, il est nécessaire de défendre la liberté de circulation et d'installation, l'accueil des réfugiés, seule solution pour ces personnes pour échapper à une mort certaine.

3.2 La question géo-stratégique

Concernant la question des alliances géostratégiques, Marine Le Pen soutient depuis un bon moment la nécessité de se rapprocher de Poutine et El-Assad.

Aujourd'hui, Hollande le concède dans le cadre d'une union internationale des forces impérialistes, avec les Etats-Unis, la Russie, la Turquie et l'Iran contre Daech.

Il faut pourtant rappeler que régime d'El-Assad s'est largement servi de Daech pour affaiblir les rangs de ses opposants progressistes. De même, le régime Turc, par exemple, mène une politique de répression à l'encontre d'organisations de gauche aux prises avec Daech : le PKK (que la communauté internationale continue de classer d'organisation terroriste) et les forces de résistance au Rojava (qui développent par ailleurs une société socialiste, fédéraliste, autogestionnaire, écologiste et féministe) (<http://www.humanite.fr/laviation-turque-bombarde-intensivement-des-positions-kurde-et-des-zones-dhabitation-civile-au-0>).

La France et les autres pays (capitalistes) d'Europe n'expriment aucun soutien envers ces organisations, et ferment les yeux sur les exactions des régimes avec lesquels ils veulent faire la guerre à Daech.

Or les YPG, les YPJ, le PKK, l'ASL et DAF sont les premières forces à infliger des défaites militaires à Daesh. Mais l'Europe interdit de leur apporter un soutien, arrête et condamne celles et ceux qui le font (<https://luttennord.wordpress.com/2015/11/17/campagne-afa-pour-detruire-daech-soutien-total-aux-revolutionnaires-kurdes/>).

Lutter à ce niveau est donc essentiel. Il est indispensable de dénoncer les alliances géo-stratégiques de la France avec des régimes anti-progressistes, autoritaires et barbares comme ceux de la Russie, de la Turquie et de la Syrie, qui se servent de la guerre contre Daech comme prétexte pour réduire à néant les forces de l'émancipation sociale en toute impunité. Il faut organiser un soutien réel et conséquent envers les forces progressistes qui se battent au jour le jour contre Daech. Au niveau géostratégique, il s'agit là des seules solutions possibles.

3.3 En résumé :

Le Front National ne peut faire davantage en matière de sécurité civile que ce que sont en mesure de faire le PS et les Républicains (UMP). Ses amalgames grossiers entre islam, migration et terrorisme et sa politique agressive envers la communauté musulmane et les migrants risqueraient même de provoquer des vagues de radicalisation et de passage à l'acte supplémentaires, et ainsi de rendre la situation encore plus dangereuse qu'elle ne l'est actuellement. Enfin, le FN ne propose même pas de solutions sociales crédibles pour venir à bout de la misère et de l'exclusion sociale, qui sont les sources ultimes des problèmes qu'il prétend combattre. Or ne pas attaquer le mal à la racine, c'est s'assurer qu'il repoussera prochainement. Par contre, le FN est relativement favorable aux suspensions des libertés (excepté la sienne), et ne s'est à aucun moment exprimé sur les atteintes potentielles à celles du mouvement social. Or c'est le mouvement social qui porte les combats de l'émancipation, visant à supprimer la misère et l'exclusion sociale. En matière de politique internationale, il soutient des régimes autoritaires et liberticides dont les alliés géo-stratégiques mènent une politique de destruction des mouvements d'émancipation aux prises avec Daech et capable de lui infliger des défaites militaires. Comme nous pouvons le constater, le FN ne propose pas de véritables solutions, et risque de causer encore plus de problèmes que ne le font les gouvernements actuels.

3.4 : que faire ?

Nous avons déjà esquissé plusieurs possibilités :

- Continuer de lutter contre la misère et l'exclusion, et donc contre le capitalisme.
- Défendre la liberté des mouvements sociaux (liberté d'association, d'expression, de manifestation).
- Soutenir les mouvements d'émancipation aux prises avec Daech.
- Continuer d'accueillir les réfugiés, victimes de la guerre, et les autres migrants, victime de la misère, toutes deux conséquences de l'impérialisme capitaliste.